

L'INTEGRATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST CONFRONTEE AUX SOLIDES LIENS DE DEPENDANCE DES ETATS AFRICAINS DE L'EXTERIEUR

Par

*Ely FALL**

Après la première décennie de l'indépendance, les tentatives de regroupement ont marqué l'évolution des politiques économiques à travers les Etats africains. C'est ainsi que l'Union suggérée par les colonisateurs en Afrique de l'Ouest, en l'occurrence l'U.D.E.A.O. qui a remplacé l'U.D.A.F. en 1959 à la veille de l'indépendance, et qui n'a pratiquement jamais fonctionné, a été remplacée à son tour par la C.E.A.O. conçue et conseillée par la France à ses ex-colonies. La C.E.A.O. a été créée en 1972 par six Etats francophones sous forme d'union commerciale pour son objectif initial. Mais certains Etats non membres de la C.E.A.O. ont pris l'initiative de la création d'une union plus large englobant l'ensemble des pays de la sous-région avec une ambition de dépasser la réalisation de l'Union Douanière, par la coordination des politiques de développement industriel. C'est ce qui a abouti à la création de la C.E.D.E.A.O. en 1975, à Lagos, entre les seize pays de la sous-région.

Cette intégration a constitué un espoir du fait de la complémentarité qui est un facteur dynamique dans le développement de chacun des Etats et de l'ensemble en ce sens qu'elle diminue leur dépendance de l'extérieur sur plusieurs plans.

Mais c'est aussi une illusion de compter sur le financement sous forme d'investissements publics ou privés étrangers pour la réalisation de cette intégration économique.

C'est comme si aucune leçon n'a été tirée de l'échec des politiques de développement basées sur l'exportation, l'exploitation des ressources nationales et les investissements étrangers. Politiques qui ont été combinées par la grande majorité des seize Etats de la sous-région dès après l'indépendance et qui n'ont pas servi le développement jusqu'à présent.

Il est possible de réaliser une étude pour la détermination d'un plan directeur de développement industriel de la région parallèlement à un plan directeur de développement des infrastructures servant de support au développement des échanges de toutes sortes. Mais il n'est pas facile d'obtenir le financement de ces objectifs en soumettant les projets aux Etats étrangers et Organismes multilatéraux pour un financement sous forme de dons, de prêts ou d'investissements directs privés étrangers.

C'est pour cela que l'intégration avec l'évolution de la C.E.D.E.A.O. depuis sa formation en 1975 constitue aujourd'hui une illusion.

En effet, les Etats ne se sont pas entendus pour tirer une conclusion commune du résultat obtenu par les stratégies de développement poursuivies jusqu'ici. Ces stratégies peuvent rapidement être résumées suivant la synthèse qui se dégage du rapport Pearson (1): c'est-à-dire la suppression

* *Maître Assistant à la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de l'Université de Dakar.*

des obstacles au développement des pays pauvres par l'aide financière, les devises et l'assistance technique que les pays riches doivent apporter ; tandis que les pays pauvres doivent faire un effort pour l'exportation afin de profiter du Commerce International, en même temps qu'ils doivent s'ouvrir aux capitaux privés étrangers pour l'exploitation de leurs ressources et l'industrialisation légère pour commencer.

Force est de constater que les Etats africains ne sont pas sortis de cette optique. Ils croient encore à l'efficacité des investissements étrangers pour leur développement. Ils sont largement ouverts sur l'extérieur, c'est-à-dire intégrés dans les relations économiques internationales entre pays pauvres et pays industrialisés que l'on appelle relations verticales ou relations Nord-Sud. Ce qui est frappant, c'est le fait que ces mêmes Etats africains sont conscients que l'intensification des rapports Nord-Sud ou relations verticales ne fait qu'accentuer la différence de niveau de développement qui sépare le Nord du Sud ; ou les pays riches des pays pauvres.

Nous ne voulons pas dire que les relations économiques internationales sont néfastes au développement des pays pauvres et que ceux-ci doivent vivre en autarcie. Mais il y a lieu de constater que les relations économiques ont évolué et leur nature actuelle impose une certaine réserve aux pays pauvres qui doivent y prendre part avec prudence et sobriété, limites sans lesquelles ils risquent de s'y noyer.

Nous ne pourrions pas dans un seul article examiner les différents aspects que recouvrent les relations verticales ou relations entre pays africains et pays industrialisés et qui ont un impact sur l'intégration. Nous allons choisir un seul aspect ici, celui de l'aide publique extérieure aux pays africains sous sa forme d'assistance financière, que nous appellerons investissements publics étrangers. Ces investissements n'ont pas permis le développement des pays africains et constituent en même temps un obstacle à leur intégration économique.

Les pays industrialisés ont atteint un degré de développement qui a élevé le degré de dépendance des pays pauvres qui constituent le Tiers-Monde. En effet, entre 1950 et 1960, plus de 90% des échanges internationaux se faisaient entre les pays industrialisés. Jusque-là, leurs propres réserves de matières premières répondaient à leurs besoins de production et de consommation. Mais à partir de 1960, les réserves de matières premières commencèrent à s'épuiser dans les pays industrialisés, et pour les pays de l'Ouest, les Etats-Unis d'Amérique qui étaient exportateurs de presque toutes les matières premières et surtout les matières les plus essentielles comme le pétrole et les métaux, s'intéressèrent à l'exploitation et à l'importation des matières premières existant dans certains pays. D'exportateurs, ils devenaient importateurs, au moment même où l'Europe avait atteint un haut niveau de production industrielle occasionnant une consommation plus grande de matières premières qui ne pouvaient plus être fournies que par le Tiers-Monde, c'est-à-dire les pays non industrialisés que l'on qualifiait alors de «sous-développés» et qui sont appelés aujourd'hui pays du Sud.

Pour maintenir les taux de croissance élevés qu'ont connu les pays riches, il faut multiplier les importations de matières premières des pays du Sud. De même, pour écouler les produits de première génération et de 2e génération et continuer leur production, il faut trouver de nouveaux débouchés dans les pays en retard de développement (P.R.D.) en agissant sur le comportement des consommateurs, en faisant jouer la publicité facilitée par les moyens de communication qui ont connu des progrès incommensurables dans tous les domaines et en étendant la culture occidentale à l'échelle mondiale non seulement par la publicité, mais aussi par le maintien du développement des langues occidentales utilisées comme langues officielles et enseignées en priorité dans les écoles. Dans cette lancée, les nouveaux soldats-gardiens des néo-colonies sont les coopérants techniques, les sociétés multinationales dans les P.R.D. ainsi que les différents organismes ou organisations intergouvernementaux ou non pour l'aide et la charité internationales.

Le mode de vie a changé trop vite dans les P.R.D., et ceci sans relations avec le développement de la production interne. Les indépendances ont donné lieu à un éclatement de la structure sociale. Une classe de riches apparaît avec l'utilisation des deniers publics. Ce sont des hommes politiques au pouvoir, de hauts fonctionnaires, quelques rares cadres utilisés par les investisseurs étrangers et surtout des hommes d'affaires en collusion avec de hauts fonctionnaires et des hommes politiques pour la réalisation des détournements indirects de deniers publics par les marchés publics, les monopoles d'importation, de fabrication et de distribution de certains produits de première nécessité etc...

Ces nouveaux riches vivent à l'image des sociétés de consommation des pays industrialisés, ils donnent le ton avec les belles villas, les voitures et les salons de luxe, les voyages à l'étranger etc... Ils sont les moteurs de l'innovation par leur comportement qui engendre des effets de démonstration et d'imitation au sein des consommateurs. C'est ce qui a dégénéré en appétit de consommation sans relations avec le niveau des revenus des autres catégories socio-professionnelles. On constate une anticipation de la consommation sur les revenus par le crédit qui fait rage. Les Etats du Tiers-Monde s'endettent, mais les individus s'endettent davantage.

Cette intensification des échanges entre le Nord et le Sud a eu un résultat décevant pour les pays du Sud. C'est ce qui explique l'importance du développement des relations entre les pays du Sud, que l'on considère comme une solution aux problèmes engendrés par les relations Nord-Sud, relations qui gênent le développement des pays du Sud. C'est ainsi que l'intégration économique sous-régionale et régionale des pays du Sud est devenue une perspective d'ouverture de la voie au développement des pays pauvres. L'intégration se trouve devant la dichotomie entre le développement des relations Nord-Sud ou relations verticales et les relations Sud-Sud ou relations horizontales. Il se trouve que les relations verticales ont occasionné la dépendance économique des pays du Sud, cette dépendance étant considérée comme un obstacle au développement des pays dépendants. L'intégration, en développant les relations horizontales, diminue la dépendance de l'extérieur des pays du Sud. Mais le maintien des relations verticales — sinon leur accroissement — constitue un obstacle à l'intégration. Les investissements publics étrangers constituent un élément moteur de ces relations verticales.

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ETRANGERS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les investissements publics étrangers représentent des capitaux importants donnés sous diverses formes par des pays et des organisations spécialisées. Ils constituent des dons et des prêts à long terme à faible taux d'intérêt, ils relèvent tous de l'aide internationale bilatérale et multilatérale.

Dans les pays africains comme dans la plupart des pays en retard de développement, les fonds publics suffisent à peine pour couvrir 50 % des besoins budgétaires autres que la formation de capital fixe ; alors que les opérateurs économiques privés nationaux ont de faibles moyens financiers qu'ils n'utilisent que dans un cycle court de production. Le plus souvent, ils sont à peine assez solides pour prendre pied dans le domaine commercial à côté des sociétés étrangères de distribution qui ont le monopole de l'import-export et de la distribution intérieure. A travers une telle situation, rien ne se dégage pour le financement du développement.

C'est ce qui explique la dépendance des Etats africains vis-à-vis des pays industrialisés pour le financement de leur développement.

Après un bon départ, les investissements publics cèdent de plus en plus de terrain aux investissements privés, c'est-à-dire que l'aide proprement dite recule devant les prêts bancaires particuliers, les prêts aux conditions du marché et les investissements directs privés.

Les pays les plus pauvres continuent de recevoir la plus importante partie des apports de ressources sous forme d'aide publique ou multilatérale, tandis que les pays périphériques les plus connus reçoivent des ressources plus variées dont la part la plus importante provient des investissements directs et des prêts bancaires

CONSISTANCE ET REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les deux tableaux suivants, en nous donnant les quantités pour les différents pays, nous permettront d'analyser leur impact.

Les investissements étrangers réalisés en Afrique de l'Ouest au cours des années 1974 à 1980 présentent une certaine particularité pour cette partie du Tiers-Monde. En effet, on peut constater par les chiffres que l'investissement public étranger est presque aussi important que l'investissement privé étranger dans cette période : 9.621,64 Millions de dollars contre 10.672,28 Millions de dollars. Alors qu'entre 1974 et 1977 l'investissement public était plus important puisqu'il y avait 4.176,15 Millions de dollars contre 3.231,72 Millions de dollars.

Dans l'investissement public étranger, l'aide publique au développement représente plus de 50 %. La majeure partie de cette aide publique est faite sous forme bilatérale par les pays du C.A.D. (Comité d'Aide au Développement), tandis que dans l'aide publique au développement, il y a la participation des pays de l'Est sous forme bilatérale et par l'intermédiaire d'Organismes Internationaux auxquels ils font des versements comme participer à l'exécution de leur programme d'aide au Tiers-Monde.

Les Investissements Étrangers dans les Pays d'Afrique de l'Ouest
1974-1980, en Millions de Dollars

PAYS	INVESTISSEMENTS TOUTES CATEGORIES								Investisse- ments pu- blies de 74 à 1980
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Total	
Bénin	37,46	59,72	53,73	63,23	70,6	96,7	376,4	757,84	424,81
Cap-Vert	0,07	8,65	14,89	24,91	33,1	33,4	59,1	183,98	184,26
Côte D'Ivoire	163,99	193,82	384,29	544,17	617,1	551,7	902,9	3.357,97	885,99
Gambie	11,99	8,51	12,46	29,33	38,5	41,1	72,4	214,29	169,60
Ghana	47,25	51,06	68,36	156,14	190,8	193,1	211,6	918,63	788,73
Guinée	37,85	2,93	5,42	22,19	133,8	60,7	114,3	377,19	263,20
Guinée Bissau	2,30	18,49	23,52	35,44	53,2	56,6	56,3	245,85	231,10
Haute-Volta	99,37	88,30	85,38	105,51	160,7	214,6	217,4	981,26	933,62
Liberia	403,87	652,52	348,79	696,07	713,0	356,7	404,4	3.575,65	314,05
Mali	120,08	144,33	88,06	111,37	179,4	207,1	212,3	1.062,64	11.033,00
Mauritanie	92,02	44,25	203,87	177,44	214,4	163,0	141,1	1.035,78	1.042,17
Niger	134,89	149,85	168,55	148,05	221,1	264,1	244,1	1.332,64	1.015,54
Nigeria	13,76	685,30	74,77	120,59	647,8	686,1	1.081,8	3.282,60	311,13
Sierra-Léone	8,88	24,77	25,67	33,18	46,1	60,5	84,2	283,30	240,77
Sénégal	168,69	145,58	171,43	187,37	298,4	350,2	423,8	1.745,47	1.298,36
Togo	48,10	55,73	74,93	125,45	267,0	210,8	160,8	938,83	485,31
TOTAL	1.362,91	2.333,11	1.814,12	2.580,44	3.885,00	3.546,40	4.762,90	20.293,92*	9.621,64

Sources:

Coopération pour le Développement – Examen 1978 de l'O.C.D.E. – Pages 280, 254 et 260
– Examen 1981 – Page 230 – Tableau D2.

**Répartition des Investissements Publics entre l'Aide Bilatérale et
Multilatérale pour les Pays de la CEDEAO
Suite: 1975 à 1980 (en millions de dollars).**

P A Y S	Désignation	A N N E E S					
		1975	1976	1977	1978	1979	1980
Bénin	Aide bilat.	29,13	27,49	26,6	30,2	48,6	35,6
	Aide multi.	23,96	27,01	22,6	30,8	35,9	41,1
Côte d'Ivoire	Aide bilat.	71,67	75,63	75,1	85,7	138,5	151,8
	Aide multi.	24,94	32,57	31,1	45,6	26,0	47,0
Ghana	Aide bilat.	104,37	34,04	51,9	57,2	88,5	107,1
	Aide multi.	21,26	29,96	39,3	56,7	80,3	75,8
Guinée	Aide bilat.	5,47	4,39	5,0	9,8	14,2	32,5
	Aide multi.	3,85	7,31	18,3	50,4	41,3	35,8
Haute Volta	Aide bilat.	53,12	60,8	77,7	96,6	132,0	15,1
	Aide multi.	35,72	24,02	32,6	62,8	66,3	50,6
Libéria	Aide bilat.	10,7	21,19	21,6	21,9	30,4	60,0
	Aide multi.	12,19	5,71	12,0	26,1	50,3	33,4
Mali	Aide bilat.	55,70	53,26	60,8	93,0	93,8	131,3
	Aide multi.	63,45	35,74	68,0	68,5	99,6	79,1
Niger	Aide bilat.	80,20	80,05	59,3	77,6	116,6	104,9
	Aide multi.	46,61	49,05	37,4	78,9	56,9	56,0
Nigéria	Aide bilat.	68,24	46,17	28,7	23,6	10,5	17,3
	Aide multi.	15,03	7,13	14,0	19,1	16,2	16,9
Sénégal	Aide bilat.	82,99	81,63	89,2	121,5	148,7	181,8
	Aide multi.	48,67	45,17	33,8	105,2	158,7	54,7
Togo	Aide bilat.	22,98	20,49	42,4	66,5	68,9	52,1
	Aide multi.	16,80	22,51	21,7	35,9	40,7	31,2

Source: *Examens 1977, 1980 et 1981 de «Coopération pour le Développement» – O.C.D.E. Novembre 1977 – Novembre 1980 et Novembre 1981.*

L'Aide Publique au Développement d'après l'OCDE en 1960.

Désignation	en milliards de dollars	en % de l'aide mondiale	en pourcentage du P.I.B.
OCDE	26,8	74,9 %	0,37 %
dont CEE	12,7	35,5 %	0,46 %
Etats Unis	7,1 %	19,9 %	0,27 %
OPEP	7	19,5 %	1,35 %
dont Pays Arabes	6,8 %	19 %	2,34 %
(Arabie Saoudite)	3	8,5 %	2,6 %
CAEM	18,3 %	5,1 %	0,12 %
dont URSS	1,6 %	4,4 %	0,14 %

Source: *«Dossier du Monde» Janvier 1982 Page 25.*

La répartition des investissements étrangers est loin d'être uniforme à travers les pays de la C.E.D.E.A.O.

Pour un total de 20.293,92 Millions de dollars d'investissements étrangers toutes catégories réalisées de 1974 à 1980, quatre pays, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Nigéria et le Sénégal recensent plus de la moitié. Certains pays n'ont pas reçu du tout d'investissements privés étrangers et ont reçu très peu d'investissements publics étrangers. C'est le cas du Cap-Vert, de la République Populaire de Guinée, et de la République de Guinée Bissau.

Le Libéria est en tête pour la plus grande partie de la somme reçue en investissements étrangers : plus du tiers du total des investissements privés réalisés dans l'ensemble des pays de la C.E.D.E.A.O. Ce pays a reçu pendant la période retenue 3.575,65 Millions de dollars dont 3.261,60 Millions de dollars en investissements privés étrangers et 314,05 Millions en aide publique au développement. Il faut remarquer que ce sont les américains qui ont surtout investi au Libéria. Une autre remarque est que ce pays a connu une paupérisation croissante des masses laborieuses, qui a abouti au soulèvement populaire. C'est comme si l'accroissement extraordinaire des investissements étrangers a provoqué une plus grande irritation des populations du fait d'une exploitation plus intense, ce qui a fini par créer des désordres sociaux qui ont abouti au bouleversement politique que ce pays a connu après 1977.

Après le Libéria, c'est la Côte d'Ivoire qui a reçu le plus d'investissements étrangers; au total 3.357,27 Millions de dollars dont 2.471,98 en investissements privés étrangers, le reste étant composé d'aides bilatérales en provenance des pays du C.A.D. (Comité d'Aide au Développement) pour la plus grande partie. Tout le monde sait que ce pays connaît des difficultés de plus en plus aiguës depuis 1980. En tous cas, l'accroissement des investissements étrangers, surtout privés, n'a pas eu pour effet immédiat la prospérité générale ou la réalisation de progrès dans le développement.

Jusqu'à présent, la Côte d'Ivoire, par l'exportation de produits de base en quantités de plus en plus importantes, recevait des recettes importantes qui faisaient sa prospérité relative dans cette partie de l'Afrique. Elle a attiré les capitaux étrangers et nous avons déjà montré la place qu'ils occupent dans l'économie ivoirienne (2).

Il faut donc constater que la présence de ces capitaux et leur importance n'ont pas empêché l'existence de difficultés dans ce pays par suite de la baisse substantielle de ses recettes d'exportation, baisse qui a entraîné une récession dans l'économie.

Après la Côte d'Ivoire, c'est le Nigéria qui suit avec 3.282,60 Millions de dollars d'investissements étrangers toutes catégories. Les neuf dixièmes de ces fonds sont constitués d'investissements privés. Il faut remarquer que le Nigéria a reçu dans la décennie antérieure à 1974, le plus d'investissements étrangers en Afrique de l'Ouest. C'est donc un pays saturé après 1974. Les investissements réalisés au Nigéria sont concentrés dans le secteur pétrolier et la construction d'automobiles. Ce pays a nationalisé certains investissements étrangers en les remboursant en 1974, d'où le montant du solde négatif du total des investissements reçus pendant cette année.

Le Nigéria est presque le seul pays d'Afrique de l'Ouest où Français et Anglais opèrent à la fois à des niveaux comparables d'investissement. Partout ailleurs, selon que le pays est francophone ou anglophone, l'investissement provient soit de la France, soit de l'Angleterre.

Le Sénégal vient après le Nigéria avec 1.745,47 Millions de dollars dont 1.298,36 Millions de dollars sont constitués d'investissements publics étrangers dans la période considérée. Ce pays, bien que très pauvre en ressources naturelles, reçoit le plus d'investissements privés étrangers après la Côte d'Ivoire, le Libéria et le Nigéria. Mais, contrairement à la Côte d'Ivoire, le Libéria et le Nigéria, la part la plus importante des investissements reçus est constituée d'investissements publics étrangers où l'aide publique bilatérale représente l'essentiel : plus de 92 % du montant de l'investissement public total reçu est constitué d'investissements publics étrangers ou d'aide publique.

Les investissements privés étrangers représentent pour la période considérée 447,11 Millions de dollars.

Le Sénégal est en tête de tous les pays d'Afrique de l'Ouest pour ce qui concerne les investissements publics étrangers. Cela s'explique par le fait que certains investissements publics étrangers visent un objectif politique et le Sénégal, par la personnalité de ses dirigeants politiques, a joué un rôle important en Afrique pour le rapprochement avec l'Europe et pour l'attachement des pays africains au bloc occidental, c'est-à-dire au Monde Capitaliste.

Le dernier pays d'Afrique où l'on trouve des investissements privés importants est le Togo, avec 453,52 Millions de dollars d'investissements privés étrangers dans la période considérée, un peu plus que la moitié des investissements toutes catégories réalisées dans ce pays entre 1974 et 1980 pour un total de 938,83 Millions de dollars. Le Togo a reçu une aide publique étrangère de 485.31 Millions de dollars dont la plus grande partie sous forme d'aide bilatérale en provenance des pays du Comité d'Aide au Développement (C.A.D.)*

Tous les autres pays reçoivent l'essentiel des investissements étrangers sous forme d'aide publique au développement. Mais la répartition n'est pas faite en faveur des plus pauvres ; ils sont en quelque sorte subventionnés pour se lancer dans des opérations permettant d'attirer les capitaux privés étrangers sous forme d'investissement direct.

Chaque pays industrialisé accorde une aide directe pour obtenir des facilités et des garanties à ces capitaux privés qui voudront s'expatrier. Ainsi les pays industrialisés du C.A.D. consacrent l'essentiel des apports publics au développement qu'ils font en faveur des pays du Tiers-Monde sous forme d'aide bilatérale.

* Sources: Examen 78 *Coopération pour le Développement de l'OCDE*:
p. 180, 254, 260 — Examen 81 du même bulletin p. 230 tableau D2.

Ainsi un pays comme la France accorde 92,3 % de son aide aux pays du Tiers-Monde sous forme bilatérale ; ce pourcentage est de 87,9 % pour l'Allemagne, 84,4 % pour les Pays-Bas, 82,4 % pour le Japon, 72,7 % pour la Belgique, 67,4 % pour l'Angleterre et 62 % pour le Canada ; les Etats-Unis interviennent pour 54,6 % du total de leur aide accordée sous forme bilatérale.

Les pays d'Afrique de l'Ouest reçoivent plus de 54,5 % des investissements publics étrangers sous forme bilatérale de la part des pays du C.A.D. Ils reçoivent en même temps la totalité des investissements privés étrangers des pays du C.A.D.

Le reste des investissements publics étrangers qu'ils reçoivent viennent — pour 45,5 % du total — des Organismes Multilatéraux et des pays de l'Est. Nous verrons que cette aide est orientée vers des objectifs précis dans les pays d'accueil. La réalisation de ces objectifs permet de spécialiser les pays africains dans la production d'un certain nombre de produits de base nécessaires au développement des industries européennes.

LES MECANISMES DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ETRANGER

L'investissement public étranger s'étend à plusieurs domaines dans la vie des pays en retard de développement (P.R.D.) sous des formes différentes. Nous pouvons distinguer ces investissements selon le court ou le long terme, ou suivant leur domaine d'intervention ou encore leurs rôles.

A./ LA DISTINCTION DES INVESTISSEMENTS SELON LA DUREE

Certains investissements durent moins d'un an, tandis que d'autres vont servir pendant plusieurs années.

1./ *Les Investissements à Court Terme*

L'investissement public étranger à court terme prend en général la forme de dons. Ces dons sont accordés par des Etats étrangers, ou des associations privées ou des organisations internationales. Ils constituent soit des fonds à titre de subventions budgétaires de fonctionnement, soit des produits alimentaires pour lutter contre la famine. Cette dernière forme d'aide a acquis davantage d'importance dans les pays du Sahel ces dernières années pour limiter les conséquences de la sécheresse. Pour les mêmes raisons, certains Etats africains ont reçu des sommes importantes de la C.E.E. en vertu de leur convention d'association. Mais les subventions budgétaires sont plus ou moins délaissées après les premières années d'indépendance, la préférence étant donnée aux autres formes d'aide pour des raisons d'efficacité. Une autre tendance consiste à combler les budgets par des prêts à court et moyen terme. Ces prêts sont consentis par des organismes financiers bancaires ou non bancaires étrangers. Certains Etats font souvent recours à ces emprunts pour régler leurs engagements échus en l'absence de trésorerie suffisante par d'autres engagements à terme plus éloigné. Mais ils accroissent l'endettement de leurs pays sans investir.

2./ Les Investissements à Long Terme

L'investissement à long terme est le terrain de prédilection des pays étrangers en ce qui concerne l'aide qu'ils accordent au Tiers-Monde. Il prend des formes différentes, car outre les dons, il existe les prêts remboursables à long terme et à très faible taux d'intérêt. On retrouve les deux formes à la fois dans les différents domaines. Ils concernent tout le développement des infrastructures : construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux, développement d'une branche d'un secteur de l'économie, fournitures d'équipement et de personnel d'encadrement pour les établissements créés etc.. Ces investissements représentent la majeure partie de l'aide accordée aux pays en retard de développement.

DISTINCTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS SELON LEUR DOMAINE D'INTERVENTION

Certains investissements revêtent un caractère social, d'autres un caractère économique. Ce qui permet de regrouper les dons en nature, les subventions budgétaires et le financement du développement de la formation et de l'éducation, ainsi que le financement de la santé. Tous ces investissements appartiennent au domaine social, car ils sont destinés à l'amélioration des conditions de vie de la population et à son développement. Par contre, le développement des autres infrastructures telles que les routes, les constructions portuaires, l'augmentation de la capacité des ports, les installations de chambres froides pour la conservation et la commercialisation des produits de la mer, les programmes de développement agricole, ont un caractère économique. Ces programmes contribuent tous à l'augmentation du taux de croissance.

DISTINCTION DES INVESTISSEMENTS SUIVANT LEURS ROLES

Chaque catégorie d'investissement vise un but précis, son rôle est de l'atteindre. L'ensemble des buts constitue l'objectif de l'ensemble.

— Les dons en nature et les subventions budgétaires ont un aspect de propagande visant à s'octroyer une bonne conscience aux yeux des masses des pays receveurs et des pays donateurs. C'est pour donner une image de marque du pays donneur et par delà faire pénétrer son idéologie. Ceux qui donnent le plus se présentent comme les «bons», les amis, les modèles à suivre. Tout le monde sait que les deniers publics ont permis la formation d'une couche sociale possédante qui place ses avoirs dans les banques des pays étrangers. Subventionner les budgets conduit à leur permettre de s'enrichir davantage sans s'occuper de la façon dont les sociétés étrangères gèrent les économies de leurs pays. Par ailleurs, ces entreprises ont besoin d'un certain degré d'éducation des masses pour pouvoir les conditionner et les utiliser. Les sommes investies pour la formation par la présence d'assistants techniques étrangers et la construction d'écoles ont bien un rapport avec l'idéologie du capitalisme et son mode de production. Les entreprises trouvent ainsi sur place une main-d'œuvre adaptée sans frais de leur part.

Il arrive même qu'elles confient leurs affaires à des cadres autochtones très qualifiés. C'est ce qui s'est passé dans certains pays de l'Amérique Latine. C'est une garantie sûre, car ces cadres autochtones sont satisfaits de leur sort dans le système et le défendent contre les autres couches défavorisées de la population.

De la même façon d'ailleurs les anciens comptoirs coloniaux passent la main à des cadres autochtones pour leur confier les directions de leurs affaires. C'est une certaine forme de participation et d'intéressement des exploités.

ROLE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Les relations économiques internationales n'ont pas connu un tel phénomène jusqu'après la deuxième guerre mondiale. Le plan Marshall est la première manifestation concrète de tels liens entre pays sur le plan économique. Ses résultats ont montré les avantages que le pays donneur pouvait retirer de tels investissements.

Par ce plan d'aide, les Etats-Unis ont permis la reconstruction rapide des économies européennes, mais le développement de l'Europe Occidentale a assuré à l'économie américaine un débouché immédiat pour ses produits et ses capitaux. L'investissement direct privé américain a pris des proportions importantes en Europe avec l'implantation des multinationales américaines dans tous les pays qui constituent aujourd'hui la périphérie des Etats-Unis, en même temps que ses partenaires; Ce qui a permis un développement extraordinaire des échanges internationaux. Jusqu'en 1972, les échanges entre pays industrialisés représentaient plus de 80 % du volume global des échanges internationaux. Mais depuis, la part des pays en retard de développement ne cesse d'augmenter. Cela signifie dans un certain sens que les pays industrialisés ont besoin de plus de débouchés et de matières premières pour conserver leur taux de croissance. Mais le développement des échanges entre pays pauvres et pays riches s'est fait de telle manière qu'il n'a pas permis aux pays pauvres de se développer; il a seulement eu pour résultat une avance plus grande des pays riches sur la voie du développement.

A. Gunder FRANK le dit à juste titre : «le développement des riches est cause du retard en développement des pauvres», de même que le Professeur Samir AMIN (3) dans l'explication des origines des économies sous-développées.

Les pays pauvres ont en conséquence besoin d'un stimulant pour persévérer dans leur état d'attachement au système de l'économie mondiale capitaliste. Voilà ce qui explique le fait que l'aide aux pays en retard de développement soit une des préoccupations des pays riches.

Là où on utilisait la force, on utilise l'argent et la propagande. La plupart des Etats du Tiers Monde cherchent à se montrer sages et modérés, c'est-à-dire réactionnaires et attachés à l'impérialisme pour recevoir le plus d'aide possible sous ses formes multiples. C'est la corruption sur ce plan international qui s'est répercutée par ailleurs sur le plan national des pays pauvres.

C'est ce qu'on constate comme un fléau dans la plupart des pays d'Afrique où les agents de l'Etat ou des établissements publics utilisent leur fonction pour se servir et accumuler des richesses sans aucune gêne, exactement comme les Chefs d'Etat qui ne cachent pas leur dévouement aux impérialistes étrangers qui pillent — comme le dit Pierre JALLEE — les richesses de leur pays.

Les investissements publics étrangers ont donc pour rôle de soutenir la domination et de perpétuer les rapports actuels entre pays pauvres et pays riches dans le mode de production capitaliste sur le plan mondial. Ceci est illustré par les lents progrès en matière de développement que l'on constate, malgré l'importance et l'accroissement des investissements publics étrangers dans le Tiers-Monde.

Le développement des infrastructures par les investissements publics étrangers est une forme de subvention aux entreprises étrangères implantées dans le pays receveur. En effet, souvent, les routes, les voies ferrées, les ponts et les barrages permettent à ces entreprises de pouvoir évacuer leur production, de s'approvisionner en énergie ou en produits agricoles, sans frais d'aménagement du site de leur installation ou ses liaisons avec le port ou les grandes villes. L'exemple typique en Afrique est l'aménagement prévu du Fleuve Sénégal.

Les barrages de Manantaly et de Diama permettront de développer la culture de la tomate industrielle et de canne à sucre que les sociétés privées utiliseront pour accroître leur production. La production d'électricité permettra l'exploitation des mines de fer de la Falémé par les groupes étrangers. Les retombées de ces exploitations ne compenseront pas l'amortissement des fonds investis.

LES RESULTATS DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ETRANGERS

Les grands bénéficiaires de l'opération sont les sociétés privées et non les populations. Les pays qui ont participé au financement, sauf les pays arabes, ont leurs sociétés sur place, non seulement pour la réalisation des travaux, mais également pour la production. Un autre exemple est le village touristique de Sali Portudal au Sénégal. L'aménagement du site et sa viabilisation par la présence des routes, de l'eau et de l'électricité vont coûter près d'un milliard de francs. Ce programme a reçu un financement étranger au compte de l'Etat sénégalais, qui fait appel aux capitaux privés étrangers pour la création des hôtels et leur exploitation, alors que les résultats de l'industrie touristique sont très minces pour le Sénégal aujourd'hui.

En définitive, ces investissements — sauf pour ce qui concerne l'agriculture — constituent une base logistique de l'investissement direct étranger.

Le développement de l'agriculture a un autre rôle. Il s'agit pour ces investissements, d'orienter les pays en retard de développement dans la voie de la spécialisation déjà tracée pendant la période coloniale. Chacun des pays d'Afrique de l'Ouest se retrouve spécialisé dans un produit ou deux.

Nous l'avons déjà démontré. Pour se donner bonne conscience, les pays receveurs parlent de diversification. Mais les faits prouvent qu'il s'agit toujours de développer ou d'introduire d'autres produits d'exportation ou des produits qui servent de matières premières à l'industrie de substitution à l'importation, et non pas des produits pour couvrir les besoins en nourriture de la population. C'est ainsi que la Banque Mondiale finance un programme de développement de la culture du coton au Sénégal et le Fonds d'Aide et de Coopération français a largement financé la S.A.E.D. (Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal) pour l'aménagement du Delta du Fleuve Sénégal en vue du développement de la culture de tomate industrielle, de la canne à sucre, et du riz de luxe pour l'exportation. En effet, le Sénégal gros importateur et consommateur de riz exporte du riz entier de bonne qualité et importe du riz brisé.

De la même façon, des projets pour la culture du coton sont financés dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

L'objectif visé par les investissements étrangers est manifeste. Il s'agit de spécialiser les États africains dans une certaine agriculture et les condamner à l'importation des produits manufacturés et des céréales pour couvrir le déficit en produits vivriers.

Par ailleurs, la majeure partie de ces investissements contribue à l'accroissement de l'endettement des pays hôtes. Chacun des pays d'Afrique est chargé d'une lourde dette publique qui peut se manifester en cas de changement de régime non souhaité par les pays dominants. C'est un moyen de pression terrible des pays capitalistes sur le Tiers-Monde. Nous l'avons constaté avec le changement de régime du Chili qui a vu l'accession d'un gouvernement progressiste au pouvoir, c'est-à-dire le gouvernement Allende, qui a finalement été renversé par un coup d'Etat d'extrême droite. Les créanciers avaient constitué un groupe de pression pour mettre ce gouvernement au pas.

En attendant, les pays africains sont subventionnés par les aides reçues pour faire face aux paiements des intérêts de la dette publique extérieure. Mais les dons reçus sous forme de recettes budgétaires ne couvrent pas les intérêts de la dette publique qui constituent un élément très important des dépenses budgétaires des États. Très souvent, il arrive qu'un État ne parvienne plus à honorer ses engagements, c'est ce qui suscite souvent l'intervention du Fonds Monétaire et de la Banque Mondiale avec l'envoi de leurs experts pour mettre en place et surveiller l'exécution d'un plan de redressement financier avec une certaine souplesse des modalités de prélèvements à opérer sur les contribuables sous forme d'impôt indirect sur les produits de consommation. Mais à défaut de pouvoir réunir des fonds permettant d'atteindre le taux de couverture fétiche du FMI et de la Banque Mondiale, les impôts sur la consommation sont généralisés sur les produits de première nécessité des masses. Nous avons l'exemple de la taxation du riz au Sénégal, alors même que le paysan n'a pas de mil et se nourrit de riz au même titre que les ouvriers et les petits employés qui en consomment midi et soir. Le FMI et la Banque Mondiale jouent le rôle de garde-fou devant le comportement des États qui empruntent sans se soucier du lendemain en jetant l'argent emprunté par les fenêtres sans risque d'être déclarés

en faillite. Le FMI et la Banque Mondiale permettent en même temps aux pays et banques privées de prêter sans évaluer des risques de perte et de rentrer en définitive dans leurs fonds. Le rôle de la Banque Mondiale et du FMI est délicat, en ce sens qu'il vise au maintien dans les pays pauvres des régimes dévoués aux intérêts des pays dominants, en facilitant les prêts et les dons et en imposant les méthodes de prélèvement pour le remboursement. En l'absence d'un automatisme régulateur, le FMI et la Banque Mondiale se chargent de la régulation des équilibres et des déséquilibres qui doivent constituer des réponses adéquates des pays pauvres aux crises des économies des pays industrialisés dominateurs. La crise du mode de production du capitalisme mondial est amortie par les pays les plus pauvres du système, mais les distorsions sociales qu'elle perpétue au sein des masses les plus déshéritées des pays du Tiers-Monde deviennent de plus en plus insupportables.

Ces plans de redressement constituent souvent un supplice pour les masses laborieuses, car il s'agit toujours de faire payer le contribuable au revenu déjà bas plus qu'il ne peut réellement, et d'un autre côté, leur répercution sur l'économie est néfaste, car la demande diminue au point que le marché intérieur se trouve très réduit pour les producteurs locaux. C'est le cas du Sénégal actuellement : les impôts sur la consommation sont triplés ; les taxes de toutes sortes sont multipliées. C'est le plan des experts de la Banque Mondiale. Mais, parallèlement, les entreprises locales qui opèrent sur le marché intérieur ralentissent leurs activités en mettant des travailleurs en chômage, tout en accumulant des déficits. L'inflation continue de se développer à grand pas, mais paradoxalement, les affaires n'augmentent pas leurs profits. C'est un phénomène propre aux pays pauvres. C'est la récession et non la stagnation. L'aide extérieure n'a pas tardé à se manifester, mais la situation est déjà très difficile dans le monde des affaires et les perspectives sont minces. La dette extérieure est lourde (même trop lourde) pour la capacité d'endettement du pays. Ce n'est qu'un exemple déjà connu ailleurs. A côté, le Mali se débat dans une situation alarmante.

Le problème fondamental pour les Etats africains est la réaction des pays fournisseurs d'aide devant leur intégration dans une communauté économique régionale qui leur permet de relâcher les liens de domination et de changer les structures d'intégration à l'économie mondiale actuelle. Les pays occidentaux accepteront-ils de bon gré une intégration au profit du développement auto-centré de cette partie du Tiers-Monde, dominée et attachée au capitalisme mondial ? Les pays socialistes aideront-ils réellement et sérieusement à la formation d'un bloc qui peut par son dynamisme, chercher et trouver des solutions spécifiques à ses problèmes ; solutions qui peuvent servir d'exemple et par-delà, constituer une contribution des africains dans la quête du bonheur de l'humanité ? Je suis très sceptique, mon avis est que ces pays africains ne peuvent compter ni sur les uns, ni sur les autres.

Voilà autant de questions qui constituent pour l'intégration en Afrique des étapes difficiles à franchir. L'intégration africaine a besoin d'un soutien logistique extérieur pour son déroulement efficient. Ce soutien logistique est constitué en majeure partie par la technologie et le savoir-faire qu'il faut importer pour l'implantation des entreprises communautaires sans

lesquelles l'intégration ne sera pas au profit du développement en Afrique. C'est l'aboutissement de l'intégration par la production que nous préconisons par ailleurs comme solution.

L'Afrique ne pourra pas faire comme le Japon ; les contextes historiques ne sont pas les mêmes. Par ailleurs, le japonais avait conservé sa langue et sa civilisation en refusant la pénétration culturelle et la colonisation économique. Ce n'est pas le cas de l'Afrique. Elle doit reconstituer son identité culturelle défigurée par le fait colonial, reconquérir son économie dominée par les pays capitalistes étrangers, forger au moins une langue commune pour pouvoir faire plus vite des progrès dans les sciences et les techniques. Pour cela, elle a besoin du soutien logistique des pays industrialisés sous plusieurs formes. Mais tous les aspects de cette intégration tendent à assurer les intérêts des pays africains et priver ainsi le capitalisme mondial d'une partie de son terrain de manœuvre, ce qui ne pourra pas se faire avec son concours. Il faut craindre donc que les pays du centre, tout en se déclarant pour l'intégration africaine, cherchent à dicter cette intégration sous une forme qui préserve l'essentiel de leurs intérêts dans cette partie de l'Afrique. S'ils ne réussissent pas, ils peuvent avoir une attitude qui bloque l'intégration à une échelle où elle ne pourra pas être opérationnelle. Il faut bien se douter de l'existence d'une volonté politique au niveau de la plupart des Etats pour accéder à la rupture qui sera la seule solution dans ce cas pour une intégration au profit du développement en Afrique.

NOTES

1. Rapport Pearson ou Rapport de la Commission d'Etude du Développement International. Intitulé «Vers une action commune pour le développement du Tiers-Monde» — Ed. Denvel.
2. Voir par ailleurs «Le Dilemme de l'Intégration Economique Régionale des pays du Tiers-Monde dans une Economie Mondiale de Marché» par Ely Fall — Thèse de Doctorat d'Etat Université de Dakar 1984.
3. Samir Amin: Effets structurels de l'intégration internationale des économies capitalistes — Paris (thèse 1957).

Pierre Jallee: Le pillage du Tiers-Monde Maspéro 1967.

Dans l'orientation de A. Gunder Frank, on trouve des détails chez Albert Fishlow, Carlos F. Diaz. Alejandro — Richard R. Fagen et Roger D. Hansen, tous dans «l'Economie Mondiale: Pays pauvres et Pays riches». Edition Economica 1981.

SUMMARY

With the establishment of the Economic Community of West African States (ECOWAS) in Lagos, in 1975, the West African States were placing their high hopes for development on economic integration.

Such an integration implies however, both a development of inter-state economic relations and a slackening of relationships with non-Community states.

These two types of relationships are opposed. But, as it happens, the second type of relationships with non-Community states, that is, North-South economic relations or vertical relations is more firmly established and more powerful.

Foreign public investments throw light upon these vertical links. These investments in the form of assistance, loans and grants of all sorts are what developed countries and multi-lateral public agencies supply Third World countries with.

Assistance is granted in many forms: either donations, in the forms of financial contributions or public interest works: building of schools or hospitals, etc. or bi-lateral or multi-lateral aid. Besides aid, bi-lateral loans are made with favorable terms.

Foreign public investments of all sorts have been made in ECOWAS states.

These investments are tied however. They usually channel beneficiary countries economies towards international specializations which consolidate their dependence on the outside world. Therefore, they impede states regional economic integration, an event which should reduce dependence on the outside world as it brings the complementarity of African states into play and therefore strengthens their horizontal or South-South relations.

The amounts invested in the past decade in West Africa show that the increase of aid, under such conditions, does not necessarily promote the development of these states. Indeed, a contrast appears between the amounts invested and the poor progress in the economic development of these countries.